

PLAN TRIENNAL 1985-1988

INRS-Urbanisation

Mars 1985

1. LA PROBLÉMATIQUE

Les travaux du centre INRS-Urbanisation se situent dans le domaine des «études urbaines et régionales» et privilégient les réalités québécoises et montréalaises. C'est là un champ très vaste. On ne saurait donc se contenter, pour définir la vocation propre du centre, de faire référence à son champ d'étude. Pour saisir ce qui fait la spécificité de l'INRS-Urbanisation, il faut considérer simultanément trois dimensions de son activité scientifique : 1° les objets de recherche; 2° les disciplines et méthodes d'analyse; 3° l'organisation des projets de recherche.

Il suffit de mentionner le champ des «études urbaines et régionales» pour évoquer les objets d'étude du centre : logement, développement régional, forme urbaine, etc. Mais il faut aussi tenir compte de l'éventail des disciplines présentes à l'INRS-Urbanisation (sociologie, science économique, démographie, etc.) pour saisir sous quels aspects seront examinés les objets étudiés, et quelles méthodes d'analyse seront privilégiées par les chercheurs. L'INRS-Urbanisation, et sa programmation scientifique en témoigne, est par vocation un centre multidisciplinaire de recherches en sciences humaines appliquées aux études urbaines et régionales; ce n'est pas strictement, comme on le croit parfois, un centre de recherches spécialisé en urbanisme ou en architecture, même si ces deux disciplines y occupent une place non négligeable. L'interaction des disciplines mises en oeuvre et des objets de recherche auxquels elles sont appliquées constitue pour le centre un facteur certain d'originalité. Mais il y a plus : les recherches passées du centre démontrent qu'il a la capacité d'accueillir des projets de grande envergure (Nouveaux espaces résidentiels (NER), études de flux, nouvelles technologies, etc.). Le matériel empirique recueilli, organisé et analysé à l'INRS-Urbanisation au fil des années, en plus de

contribuer directement à l'avancement des connaissances, constitue une ressource précieuse pour alimenter les travaux de la communauté scientifique québécoise (comme en font foi nos échanges scientifiques de plus en plus actifs). Ces projets exigent des ressources, une continuité et un engagement à long terme qui s'appuient sur une infrastructure et une programmation scientifique bien établies. L'INRS-Urbanisation occupe à cet égard une place toute particulière au Québec et sa programmation scientifique n'a cessé de consolider cette spécificité.

2. LA PROGRAMMATION

2.1 Les activités de recherche

Les activités de recherche du centre sont encadrées par un plan sexennal découpé en programmes et en sous-programmes sujets à des réévaluations et réinterprétations continuelles dictées par l'évolution des connaissances, des ressources humaines du centre et de la «demande sociale». Ainsi, on remarquera que le plan triennal 1985-1988 apporte quelques changements au plan sexennal, dans lequel il s'insère, tout en lui demeurant fidèle dans ses grandes lignes. Ce plan proposait une nouvelle programmation à partir de trois points de vue correspondant à trois échelles spatiales : régionale, urbaine et métropolitaine, micro-urbaine. Citons le plan sexennal 1982-1988 (p. 14) à ce sujet :

Aussi le présent plan a-t-il privilégié un découpage du champ de l'analyse urbaine et régionale qui correspond à la distinction entre les échelles spatiales plutôt qu'à l'identification de problèmes particuliers. Cependant, la problématique associée à chacune des échelles spatiales retenues demeurera tributaire de la vision que nous pouvons avoir aujourd'hui de l'évolution prévisible de nos villes et de nos régions. Cette vision découle de l'observation d'un certain nombre de phénomènes plus ou moins récents qui auront, au cours des prochaines années, des répercussions

tant aux niveaux interrégional, régional, métropolitain et urbain qu'au niveau micro-urbain.

Le plan sexennal discernait alors certaines tendances «lourdes» qui se trouvaient, en quelque sorte, à encadrer la problématique urbaine et régionale. Citons le ralentissement de la croissance économique (notamment dans certaines régions), la plus faible croissance démographique et le vieillissement de la population, l'interdépendance économique croissante entre pays et régions, l'évolution de la composition sociale et ethnique des milieux urbains, le changement technologique. Le diagnostic que posait le plan sexennal reste actuel. Les modifications que nous proposons se limitent donc, dans l'ensemble, à des précisions et à des ajustements à l'intérieur de la programmation qu'il définissait.

Quelques exemples suffiront pour comprendre la nature des modifications. Le sous-programme 1.1 se trouve enrichi par l'addition d'analyses sectorielles, complément essentiel de l'étude des échanges interrégionaux. L'aspect démographique des études de flux interrégionaux (qui faisait partie de ce sous-programme) est transféré au sous-programme 1.3, ce qui est plus conforme à la réalité, comme l'indique l'expérience des dernières années. Nous nous efforçons également de préciser la formulation des sous-programmes, pour les faire correspondre à l'évolution des équipes de recherche depuis trois ans. L'impact des nouvelles technologies devient un élément clé de l'analyse des avantages comparés régionaux (sous-programme 1.2) tandis que les préoccupations de politique urbaine et de gestion décentralisée des services publics se situent au coeur des sous-programmes 1.4 et 2.3. Finalement, l'expérience des dernières années a confirmé l'importance des changements socio-démographiques dans les études résidentielles (notamment au plan des structures familiales et ethniques); cela se traduit par des préoccupations nouvelles au

niveau du sous-programme 2.1, notamment en ce qui a trait à l'impact du vieillissement sur la demande de transport, et du programme 3.

C'est en conjuguant les approches et les analyses propres à chaque programme que l'INRS-Urbanisation peut le mieux espérer capter la dynamique sociale et économique de la région métropolitaine et des autres régions du Québec. À cet égard, nous prévoyons, pour la période 1985-1988, la mise sur pied d'un «programme» à caractère particulier, consacré à la mise en commun et à la coordination des diverses études socio-économiques portant sur la région montréalaise. Étant donné l'expérience qu'il a acquise au fil des années, l'INRS-Urbanisation aura sans doute à assumer un rôle de plus en plus important comme lieu d'analyse socio-économique et de suivi des réalités montréalaises et québécoises.

Voici donc les grandes lignes de la programmation scientifique pour la période 1985-1988. On se gardera de considérer les pages qui suivent comme une description exhaustive des activités scientifiques du centre, étant donné la diversité de la production de ses membres.

PROGRAMME I : L'ESPACE RÉGIONAL

L'INRS-Urbanisation étant un centre de recherches urbaines et régionales, les questions régionales y occupent nécessairement une place importante. Par le passé, les efforts du centre dans ce domaine ont porté surtout sur les dimensions économiques, démographiques et institutionnelles du «développement régional» au sens large du terme. Notons, à titre d'exemples, nos travaux sur des sujets divers reliés aux sciences régionales : modèles d'impact régional; échanges interrégionaux; localisation des activités économiques; institutions locales; perspectives démographiques régionalisées; migrations interrégionales; etc. C'est un acquis que nous entendons consolider au cours de la période 1985-1988, tout en privilégiant certaines orientations.

Sous-programme 1.1 : Échanges interrégionaux; analyses sectorielles

La région se caractérise par sa très grande ouverture et par la libre circulation des biens, des services, des personnes, des capitaux et des idées. L'analyse des échanges interrégionaux de tout genre est d'autant plus essentielle à la compréhension des régions que l'intégration économique s'accélère. Cependant, les données sur les échanges internationaux sont notoirement déficientes. C'est pourquoi le plan sexennal a accordé une place importante à ce que nous appelons les études de flux : instruments de mesure; études empiriques; modélisation. La réalisation des deux premiers volets est achevée ou en bonne voie. Les résultats obtenus nous ont permis, par exemple, de préciser les relations d'échange entre Montréal et les autres régions du Québec. Les prochains efforts porteront davantage sur la modélisation, en particulier sur l'élaboration de méthodes d'estimation du commerce interurbain. Notons que tout progrès en matière de théorie de la

localisation repose en partie sur une meilleure connaissance des flux interrégionaux.

L'analyse régionale ne doit pas se contenter d'études macro-économiques, l'expérience du centre le confirme; les études sectorielles particulières occuperont donc une place de plus en plus importante dans les années qui viennent. Une attention spéciale sera accordée au secteur de l'énergie (que l'on trouve de plus en plus à la base de l'économie de plusieurs régions à l'extérieur de Montréal) et à l'analyse détaillée du secteur tertiaire, qui forme le pivot des économies urbaines modernes. Les études particulières concernant le secteur des services (localisation, échanges, productivité, organisation, décentralisation, etc.) constitueront à l'avenir l'une des dimensions essentielles de l'activité du centre, et d'autres sous-programmes aborderont ces questions.

Sous-programme 1.2 : Évolution des avantages comparés régionaux;
impact des nouvelles technologies

Ce sous-programme, dans le prolongement du précédent, met l'accent sur le développement économique régional, mais en privilégiant davantage la dimension prospective ou les aspects dynamiques du développement : impact des technologies nouvelles; évolution des perspectives d'emploi; ajustement des régions aux conditions nouvelles (rôle des P.M.E.; entrepreneurship local; travail au noir, etc.). Nous avons déjà insisté sur l'expérience du centre dans l'étude des modèles d'impact. Les nouvelles technologies, dans leurs rapports avec les transformations du marché du travail, et au point de vue de leur impact sur l'évolution des avantages comparés des régions et sur la localisation des activités économiques, formeront l'un des axes principaux de ce sous-programme dans les années à venir. Sur le plan

méthodologique, ces travaux nous permettront de perfectionner les modèles de prévisions et de prospective existants, et peut-être d'en mettre au point de nouveaux.

Sous-programme 1.3 : Démographie spatiale et migrations

Plus un espace est limité (donc «ouvert») plus les migrations jouent un rôle important dans l'évolution de sa population; l'étude de ce phénomène constitue de toute façon un complément essentiel à l'analyse des économies régionales. D'autres changements démographiques ont également des conséquences pour le développement urbain et régional : vieillissement de la population; «rééquilibrage» ethnolinguistique; transformation des structures familiales, etc. Les aspects sociodémographiques du développement urbain et régional ont toujours occupé une place importante au centre, et ce domaine est peut-être celui où nos efforts de modélisation sont les plus avancés, notamment en ce qui concerne les migrations interrégionales et les perspectives de population. Le défi principal à relever à l'avenir consiste à réaliser une meilleure intégration des variables économiques et démographiques (ainsi que sociopolitiques), au niveau de ce qu'il est convenu d'appeler la modélisation démo-économique. En ce sens nous visons, dans les années qui viennent, à nous doter d'un modèle démo-économique de la grande région montréalaise, qui servira d'outil d'intégration, de prospective et d'analyse des politiques. Cet exercice suppose la contribution de plusieurs sous-programmes.

Nous continuerons également à accorder une attention spéciale aux aspects ethniques et linguistiques (voir également le sous-programme 3.2). Ce choix se justifie à la fois par la nature de nos acquis et par les besoins d'analyse propres à la région montréalaise et au Québec tout entier. Par ailleurs, les analyses

régionales à contenu démographique, tout en étant d'abord identifiées à ce sous-programme, sont des préalables à l'étude de plusieurs objets de recherche (logement, tourisme, demande de services, etc.). C'est une raison supplémentaire de consolider et de développer davantage nos travaux dans ce domaine.

Sous-programme 1.4 : Pouvoir et politiques régionales; décentralisation

L'analyse régionale ne peut se faire en l'absence de considérations politiques et institutionnelles. Le centre possède une solide tradition dans l'analyse des institutions locales et municipales. On peut renvoyer à ses travaux sur les services municipaux, les infrastructures locales, les organismes locaux, etc. Depuis quelques années, nos efforts de recherche sur ces sujets se sont quelque peu ralentis, en raison du départ et de l'absence temporaire de certains chercheurs. Signalons toutefois des travaux plus récents sur l'organisation et la typologie des MRC. Nous prévoyons consacrer maintenant beaucoup plus d'énergies à ce sous-programme, en privilégiant la problématique de la décentralisation territoriale des institutions et des services parapublics. Cette réflexion à l'échelle régionale mettra à profit les travaux déjà réalisés au plan urbain dans le domaine des services communautaires et sur le thème de la participation, tout en faisant la jonction avec des études sectorielles particulières sur les services (voir également les sous-programme 1.1 et 2.3).

PROGRAMME 2 : L'ESPACE URBAIN

Point n'est besoin d'insister sur l'importance du domaine «urbain» dans les activités du centre. Tout en étant intimement liées au domaine régional (la frontière qui sépare les deux champs est loin

d'être étanche), les études urbaines n'en ont pas moins leurs approches et leurs objets propres. La tradition sociologique y est, par exemple, beaucoup plus présente, ainsi que les préoccupations liées à l'urbanisme et à l'aménagement. Par le passé, nos travaux ont porté sur des questions telles que : l'évaluation des services municipaux; l'aménagement des espaces verts et les loisirs; la réforme municipale; le développement résidentiel; les déplacements domicile-travail; l'évolution du marché foncier; l'impact du zonage agricole; la ségrégation sociale et ethnique. Ici encore, nous entendons consolider nos acquis et les utiliser pour définir nos orientations futures.

Sous-programme 2.1 : Localisation résidentielle et forme urbaine

Le centre possède déjà une tradition bien établie dans l'analyse de la dynamique des comportements résidentiels. Ce thème a fait l'objet de nombreux projets de recherche dans le passé (formation des aires sociales; ségrégation ethnique, dynamique des choix résidentiels, mobilité intra-urbaine, etc.). Ces travaux, qui utilisaient surtout les données du recensement de 1971, portaient aussi bien sur Montréal que sur d'autres grandes villes du pays. Il s'agira maintenant de considérer l'évolution récente des villes (notamment Montréal), avec une approche «dynamique» de la transformation des quartiers et des structures résidentielles. La dernière décennie a été caractérisée par un ralentissement brusque de la croissance démographique, de même que par des modifications profondes au niveau de l'organisation de la famille : on assiste par exemple à une augmentation accélérée du nombre de familles monoparentales dans les quartiers centraux des villes; par ailleurs le vieillissement général de la population aura un impact important sur les patterns de déplacements des personnes et par conséquent sur la demande de transport. Les dix dernières années ont aussi connu une décélération du mouvement de suburbanisation,

auquel s'opposent de nouvelles tendances comme la réappropriation des zones centrales par les couches moyennes. Pour ce qui est du cas particulier de Montréal, les modèles classiques de ségrégation ethnique et linguistique subissent également des modifications profondes.

La recherche d'une vision plus complète de la dynamique de la transformation des quartiers suppose des analyses comparatives (un projet conjoint avec l'Université de Toronto est actuellement en cours); il faut aussi examiner concurremment les tendances de localisation résidentielle et les tendances de localisation industrielle et tertiaire à l'échelle intra-urbaine. En ce sens, les études sur la relocalisation et la restructuration des activités économiques à l'intérieur de l'espace urbain fourniront un complément essentiel à l'analyse des structures résidentielles. Elles permettront également de dégager des tendances de long terme en matière de déplacements des personnes.

Sous-programme 2.2 : Marché foncier, aménagement urbain et espaces verts

On trouvera à l'intérieur de ce sous-programme, qui regroupe plusieurs types de travaux, des recherches sur des objets plus directement liées aux thèmes de l'aménagement urbain et de l'utilisation du sol : marché foncier; schémas d'aménagement; espaces verts; zonage agricole; etc. Nous désirons cependant insister sur l'aspect «tourisme et loisirs», d'abord parce qu'il est appelé à l'avenir à jouer un rôle majeur à l'intérieur de ce sous-programme, mais aussi à cause des liens étroits qu'il a avec d'autres activités de recherche (sous-programmes) du centre. Les transformations démographiques de la population québécoise auront nécessairement des conséquences pour le comportement des ménages en matière de loisirs et pour l'aménagement des équipements

touristiques. L'essor des résidences secondaires en périphérie de Montréal, tout en modifiant les courants migratoires, influencera les finances municipales et les modèles d'utilisation du sol. Les projets classés à l'intérieur de ce sous-programme se trouveront donc nécessairement en étroite relation avec le sous-programme 1.3, mais aussi avec le sous-programme 2.3, dont nous allons maintenant parler.

Sous-programme 2.3 : Gestion urbaine et analyse de politiques locales

Le centre a consacré dans le passé une partie importante de ses activités à l'analyse et à l'évaluation des politiques locales en matière d'habitat, de services municipaux, de services sociaux; nous en avons déjà fait état en décrivant le sous-programme 1.4, avec lequel ce sous-programme entretient des liens étroits. Nous entendons poursuivre ces efforts dans une double direction : d'une part, une attention particulière sera apportée aux nouvelles politiques municipales d'intervention dans les quartiers existants; d'autre part, nous poursuivrons une réflexion plus générale sur les modèles de gestion décentralisée, par comparaison avec d'autres formes qui se sont développées plus récemment. Nous comptons compléter ce dernier volet par des études à caractère historique.

PROGRAMME 3 : L'ESPACE MICRO-URBAIN

Ce programme se situe dans le prolongement du programme urbain. Mais en raison de l'importance du logement et de l'environnement immédiat comme objets de recherche à l'intérieur de ce programme, on peut le considérer comme un champ à part entière, marqué par des traditions propres. L'étude du logement, par exemple, comporte des considérations à caractère architectural, tandis que

l'examen des milieux de vie au niveau de l'habitat ou des quartiers procède à la fois de considérations urbanistiques et d'une démarche socio-anthropologique. Le logement, et plus particulièrement le logement neuf, a fait pendant plusieurs années l'objet d'un effort concerté, principalement canalisé par une importante recherche sur les «nouveaux espaces résidentiels» (6 projets). À cause de la fin de cette recherche (qui continue toutefois à alimenter des hypothèses et des publications), les priorités de ce programme ont été modifiées. Mais cette évolution reflète également les changements survenus dans l'espace résidentiel montréalais. À l'avenir, nous prévoyons que les études sur le logement, l'habitat et les quartiers (les milieux de vie) mettront davantage l'accent sur les quartiers anciens, sur les ajustements résidentiels liés au vieillissement de la population et à la transformation des structures familiales, ethniques et socio-professionnelles.

Sous-programme 3.1 : Adaptation et innovation résidentielles;
habitat et logement

Ce sous-programme continuera à mettre l'accent sur les ajustements et innovations réalisés par les ménages et les différents agents publics et privés qui interviennent dans la «production» du milieu de vie et notamment dans le fonctionnement du marché immobilier; les transformations du parc existant (réhabilitation, copropriété, coopératives, etc.) sont à cet égard un axe de recherche important. Dans le sillage de travaux déjà entrepris, l'attention sera centrée sur la situation particulière de certains groupes dont le nombre s'accroît à l'intérieur du parc de logements existant, personnes âgées et familles monoparentales surtout. Les effets contradictoires des diverses politiques sociales et d'habitation et des pratiques des propriétaires à l'égard de ces

groupes seront mis en lumière. Signalons à ce propos les liens du sous-programme 3.1 avec le sous-programme 2.3.

Sous-programme 3.2 : Appropriation et désappropriation des milieux de vie; groupes ethniques

Ce sous-programme, axé sur les questions de ségrégation résidentielle et d'appropriation-désappropriation des milieux de vie, est en quelque sorte le pendant «micro» du sous-programme 2.1. Les analyses «macro», qui recourent souvent aux méthodes quantitatives (coefficients de ségrégation par exemple), doivent aller de pair avec des études particulières, appuyées sur des enquêtes et des analyses à caractère plus anthropologique. Les dynamiques d'intégration sociale, de formation de ghettos et de cohabitation entre groupes différents (classes sociales, groupes linguistiques et ethniques) ne peuvent être comprises sans une démarche de ce type, permettant de confronter les connaissances purement statistiques aux réalités quotidiennes des acteurs. Nous comptons consolider notre expérience dans les méthodes d'enquête en milieu urbain, plus particulièrement auprès des groupes ethniques, des immigrants et de certaines catégories socioprofessionnelles particulières.

2.2 Enseignement et formation des chercheurs

L'INRS-Urbanisation, en raison de son mandat, a toujours accordé une attention spéciale à l'objectif de formation des chercheurs. Comme par le passé, le centre continuera d'accueillir des assistants de recherche et des stagiaires inscrits à l'université, dans le cadre des projets de recherche en cours. De plus, le centre s'efforce d'accueillir chaque année des stagiaires étrangers, des chercheurs en congé sabbatique, des boursiers post-doctoraux, et il intègre à l'occasion des fonctionnaires

(chercheurs) dans ses équipes de recherche. Par ses activités scientifiques et par les structures souples qui le caractérisent, le centre vise à créer une ambiance globale propice à la formation des chercheurs et aux échanges scientifiques. Ces dernières années, il n'a cessé d'intensifier ses efforts pour développer davantage sa vocation en matière de formation et d'enseignement.

Sur ce plan, les dernières années ont marqué un tournant, grâce à la réalisation d'au moins deux des objectifs amorcés dans le plan sexennal en matière de formation : la mise en place d'une formule d'«attestation» pour les étudiants d'université inscrits au centre comme stagiaires; et l'obtention de la maîtrise conjointe en analyse et gestion urbaines.

A partir de 1984-1985, les étudiants-stagiaires qui seront accueillis au centre dans le cadre de sa programmation scientifique seront inscrits au centre à titre de «stagiaires-universitaires», grâce en partie à de nouvelles dispositions mises en place par le réseau de l'Université du Québec, qui permettent l'inscription des chercheurs suivant certaines conditions. Le stagiaire-universitaire est, par définition, un étudiant inscrit dans une institution universitaire à l'extérieur de l'INRS, mais qui oeuvre au centre (nécessairement à temps partiel) dans un domaine de recherche relié à ses études. A la fin de son séjour à l'INRS, il reçoit un document attestant qu'il y a fait un stage, accompagné d'une lettre d'évaluation du professeur qui l'a dirigé. Cette formule permettra aux chercheurs de faire reconnaître officiellement la pertinence et la qualité de la formation reçue dans le cadre des travaux du centre.

Par ailleurs, le Conseil des universités a approuvé le projet de maîtrise en analyse et gestion urbaines proposé par l'INRS-Urbanisation, le Département des études urbaines de l'UQAM

et l'École nationale d'administration publique. Les trois institutions ont constitué un comité de programme chargé de l'implantation de la maîtrise. Le lecteur trouvera, en annexe de cette rubrique, la liste des cours dont les professeurs de l'INRS-Urbanisation assumeront la charge, en tout ou en partie. La liste demeure cependant sujette à révision. Le programme débutera de façon officielle en septembre 1985.

En matière de formation, signalons également qu'en plus des «déjeuners-séminaires» de l'INRS-Urbanisation, le centre a mis sur pied des «séminaires libres» axés sur des besoins internes d'information et de formation, mais auxquels pourront participer à l'occasion des conférenciers externes. Notons aussi l'existence en 1984-1985 d'un «cours» interne d'introduction à l'informatique, offert par notre service d'informatique et ouvert à tous les chercheurs du centre.

Finalement, le centre poursuit ses démarches en vue de l'instauration d'un programme de doctorat en études urbaines et régionales, en concertation avec d'autres universités et institutions québécoises. Un projet de programme, approuvé par l'assemblée des professeurs-chercheurs, a été élaboré par le centre. Puisque plusieurs partenaires sont en cause, le rythme d'avancement de ce dossier ne relève pas uniquement du centre. Cependant, nous prévoyons le dépôt de ce projet devant le Conseil des universités au cours de l'année 1984-1985 ou 1985-1986.

Pour ce qui est de la contribution à l'enseignement à l'extérieur du centre, les membres de l'INRS-Urbanisation continuent de participer, comme par le passé, aux activités des autres universités du Québec : cours, séminaires, direction de thèses, etc.

Maîtrise en analyse et gestion urbaines

Description des cours assumés par les professeurs de l'INRS-Urbanisation

AGU7001 Analyse sociologique urbaine

Éléments de sociologie urbaine : la relation entre la structure sociale et la structure spatiale, la dichotomie production-consommation de l'espace urbain, la ville comme réseau d'échanges économiques et sociaux. Les différents courants en sociologie urbaine seront abordés, depuis l'écologie humaine et l'étude sociographique des unités de voisinage jusqu'aux analyses structurales de la production de l'espace et des mouvements sociaux urbains.

AGU7002 Analyse spatiale et planification urbaine

Cours portant à la fois sur la perception, la représentation et l'organisation de l'espace. Bases épistémologiques de la connaissance de l'environnement. Perception de l'espace en urbanisme (Kevin Lynch), en géographie (J.K. Wright), en anthropologie, en sociologie (Anselm Strauss) et en psychologie (Piaget).

Concepts économiques de structuration et de polarisation de l'espace. Concept de densité. Représentation cartographique de l'espace. Représentation de l'espace comme champ de luttes sociales. L'espace comme écosystème. Organisation de l'espace et planification. Utilisation du sol et zonage. Lotissement. Plans des équipements et plans directeurs. Les voies de communications comme éléments structurants.

AGU7004 Analyse et gestion du logement

Ce cours est conçu comme un approfondissement des principales questions relatives au domaine du logement et s'adresse à des étudiants possédant déjà une connaissance de la situation québécoise en ce qui a trait à la production et à la consommation du logement. Le cours est centré sur le diagnostic des problèmes de logement au niveau local et au niveau national, sur l'élaboration de nouvelles politiques et de nouveaux programmes. Une attention particulière sera portée à l'analyse des sous-marchés du logement, ce qui permettra de saisir la répartition sociale des effets des politiques actuelles et envisagées.

Ce cours comportera, pour faciliter la réflexion à la fois critique et prospective, une comparaison approfondie des systèmes

alternatifs de production-allocation-gestion des logements à partir des expériences étrangères.

AGU7007 Prévision et prospective en milieu urbain

Analyses multidisciplinaire du futur urbain. Initiation à certaines méthodes de la prévision de la prospective.

Modèles empiriques de prévision : analyse des séries temporelles et recherche des tendances lourdes de l'évolution et prévision à court et à moyen termes; cette analyse et cette recherche se feront à partir des méthodes suivantes : les indices, la moyenne mobile simple et double, le lissage exponentiel, etc. La décomposition des séries temporelles à l'aide du coefficient saisonnier, de la perception empirique du cycle et des mouvements irréguliers.

Modèles mathématiques de prévision : extrapolation graphique, régressions simples et multiples, principes généraux de l'analyse économétrique appliquée à l'étude du futur urbain.

Modèles prospectifs : les concepts clés de la prospective et les méthodes de base : scénarios, Delphi, approches psychosociologiques, indicateurs sociaux, etc. Choix d'une méthode de prévision et/ou de prospective en vue d'éclairer et de faciliter la prise de décision, l'intervention et la planification à court, à moyen et à long termes dans le domaine urbain.

URB7003 Analyse et gestion des transports

Étude des besoins en desserte intra et interurbaine et en transport de personnes et de marchandises, analyse de la dynamique fonctions urbaines - transport - urbanisation et des interrelations transport-communications, inventaire des infrastructures et des équipements actuels et évaluation de leur degré d'utilisation; problématique de l'intégration des modes et de l'utilisation maximale des équipements : estimation des coûts liés aux alternatives de transport de personnes; principes et modalités de répartition des charges aux usagers et à la communauté.

-Séminaire de synthèse

Séminaire visant à faire la synthèse des aspects sociopolitiques, économiques, spatiaux et décisionnels de l'analyse et de la gestion urbaine à partir de l'étude de cas tirés du domaine des finances municipales, du transport, du logement, des services communautaires et/ou de l'écologie. Le séminaire mettra l'accent

sur les implications décisionnelles de la prise en compte de divers aspects du phénomène urbain.

-Rapport d'activité

Rédaction d'un rapport d'activité sous la direction d'un professeur du programme de maîtrise en analyse et gestion urbaines. Ce rapport vise à faire une synthèse de l'expérience acquise dans des activités de gestion urbaine ainsi que par des éléments théoriques vus dans le programme.

2.3 Animation scientifique et services à la collectivité

Les échanges scientifiques se situent en quelque sorte au coeur de la vocation du centre; il n'y a pas de recherche ou de formation possibles sans échanges, sans collaboration ou sans communication. Le centre consent des efforts majeurs pour assurer la diffusion de ses travaux, pour s'assurer que ses chercheurs soient constamment en rapport avec la communauté scientifique internationale.

- Le centre assure depuis plusieurs années la publication de deux collections maison, «Études et documents» et «Rapports de recherche», auxquelles est venue s'ajouter cette année la collection «Questions urbaines et régionales», publiée en collaboration avec les Presses de l'Université du Québec. De plus, tous les travaux du centre sont accessibles à la communauté scientifique par l'intermédiaire de notre centre de documentation, ouvert aux chercheurs et étudiants de l'extérieur. Le centre assure également la publication de la Revue canadienne des sciences régionales, en collaboration avec l'Université Dalhousie (dernier numéro ci-joint), et participe à la gestion scientifique de la revue Actualité immobilière. Il est probable que la RCSR passera à trois numéros par an à partir de 1986, dans le but précis d'augmenter la participation scientifique québécoise. Un protocole d'entente en ce sens est actuellement en négociation avec le réseau de l'Université du Québec. Enfin, plusieurs de nos membres participent aux comités de rédaction de revues scientifiques québécoises et internationales.

- Le centre organise depuis quelques années des «déjeuners-séminaires» ouverts au public, dont le programme est diffusé à l'avance dans la communauté scientifique, c'est-à-dire dans une soixantaine d'institutions et de

départements, de la région montréalaise surtout. Cette formule a été élargie il y a quelque temps par la mise sur pied de «séminaires libres», dont nous avons déjà fait état.

De plus, pour une institution de recherche, le concept de «services à la collectivité» peut recouvrir à divers degrés plusieurs activités.

- La participation des chercheurs du centre à des organismes externes (comités consultatifs des ministères, comités organisateurs de colloques, jurys de revues, comités du Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche, associations scientifiques et professionnelles, conseils d'administration, Union des municipalités, etc.) et, tout particulièrement, aux activités d'organismes populaires (comités de citoyens, etc.).

- Les prêts de services de certains chercheurs à des organismes publics (dans le passé, certains d'entre eux ont été prêtés à l'Office de planification et de développement du Québec, aux ministères de l'Immigration, des Loisirs et des Affaires intergouvernementales du Québec).

- L'implication des chercheurs, à titre personnel, dans les débats publics.

2.4 Évolution et poids relatif des activités prévues

Le tableau 1 présente de façon simplifiée le niveau d'activité des divers programmes décrits précédemment, au cours des trois ans de ce plan et des trois années qui le précèdent. Il donne, en outre, le poids ou l'importance que le centre accordera à chaque activité pour toute la durée du plan, et cela par rapport à l'ensemble de ses activités. Au niveau des programmes de recherche, le lecteur

aura remarqué que nous entendons, à l'avenir, consacrer plus d'énergie aux programmes II et III, c'est-à-dire aux programmes plus proprement «urbains». Cependant, la réalisation de cet objectif est en partie tributaire des sources extérieures de financement et de la structuration des études portant sur la région montréalaise. A cause de la mise en place de programmes d'enseignement et de l'intensification des efforts en matière de formation (séminaires, colloques, etc.), le poids global de la rubrique «enseignement» aura tendance à augmenter au cours de la période 1985-1988, malgré la diminution relative de la collaboration du centre aux programmes d'autres institutions.

Tableau 1 : ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU CENTRE INRS-URBANISATION

ACTIVITÉS	1982- 1983	1983- 1984	1984- 1985	POIDS	1985- 1986	1986- 1987	1987- 1988	POIDS
<u>Programmes</u>								
I- L'espace régional	-----	-----	-----	2.2	-----	-----	-----	2.1
II- L'espace urbain	-----	-----	-----	2.3	-----	-----	-----	2.1
III- L'espace micro-urbain	2.2	-----	-----	-----	2.1
<u>Enseignement</u>								
Maîtrise	0.4	-----	-----	-----	0.8
Doctorat	0.3	-----	-----	0.5
Collaboration aux programmes d'autres institutions	-----	-----	-----	0.8	0.4
Séminaires et colloques	-----	-----	-----	0.6	-----	-----	-----	0.7
<u>Services à la collectivité</u>								
	-----	-----	-----	1.3	-----	-----	-----	1.3
TOTAL				10				10

NOTE : niveau d'activité faible
 ----- niveau d'activité moyen
 ----- niveau d'activité fort

3. RESSOURCES

Depuis déjà plusieurs années, l'INRS-Urbanisation a atteint la masse critique de personnel régulier essentielle au bon fonctionnement de la recherche. Aussi, comme nous venons de le voir, le plan triennal 1985-1988 ne propose pas de ruptures brusques au niveau des orientations de recherche. Tout en regardant vers des horizons nouveaux, il met l'accent sur la consolidation et le renforcement des champs de spécialisation du centre. Il est donc normal que le centre prévoie, au cours de la période 1985-1988, une stabilité du personnel régulier (tableau 2). Les fluctuations et les expansions d'effectifs de recherche toucheront surtout le personnel contractuel (notamment les postes de stagiaires universitaires) et les professeurs-chercheurs invités ou associés. Dans la mesure où les sources extérieures de financement continueront à croître au delà des besoins «réguliers» du centre, nous pouvons effectivement prévoir un accroissement des effectifs contractuels (et invités) de recherche. Cependant, cette expansion devra tenir compte des besoins additionnels en services de support qui pourraient s'ensuivre, car ces services forment une des bases essentielles de la capacité de recherche du centre. Les connaissances et les équipements informatiques, par exemple, joueront un rôle toujours plus important à l'avenir. Il est à prévoir que les recherches en sciences humaines, tout comme en sciences physiques, deviendront de plus en plus tributaires des investissements en capital physique et humain.

4. DÉVELOPPEMENT ET COMPRESSION

Le plan 1985-1988, nous l'avons dit, met l'accent sur la consolidation des champs de spécialisation du centre. En ce sens, la réaffectation des ressources, dans l'hypothèses d'une

compression du budget institutionnel, se fera surtout à l'intérieur de la programmation actuelle, et non par l'abandon de certains programmes ou sous-programmes. Ainsi, le plan triennal prévoit une accentuation des efforts consacrés au programme II et une redynamisation du programme III. Une compression systématique des sources de fonds institutionnelles pourrait mettre en cause nos efforts à cet égard. Il serait à craindre, alors, que le programme III continue, au cours de la période 1984-1988, à fonctionner à un rythme ralenti, ce qui serait d'autant plus regrettable que le programme III se réoriente depuis 1983-1984 vers des voies très prometteuses.

A l'inverse, tout projet de développement aura surtout pour effet de renforcer les programmes II et III. Depuis quelque temps, le centre consent plusieurs efforts dans ce but. La mise sur pied d'un «programme» d'études montréalaises se veut, par exemple, un pas important dans cette direction. De plus, le centre compte explorer la possibilité d'établir une chaire d'études ethniques en milieu urbain, qui serait rattachée au programme III.

Tableau 2 : ÉVOLUTION DES RESSOURCES DU CENTRE INRS-URBANISATION

	1980- 1981	1981- 1982	1982- 1983	1983- 1984	1984- 1985	1985- 1986	1986- 1987	1987- 1988
Directeur et professeurs (1)	15	15	15	15	15 (2)	15 (1)	15	15
Autre personnel régulier (1)	27	27	27	27 (1)	27 (1)	27 (1)	27	27
Étudiants en maîtrise	-	-	-	-	-	10	12	15
Étudiants au doctorat	-	-	-	-	-	-	-	3
Stagiaires universitaires (Nb. total)	17	16	18	20	22	25	26	28
-équivalent temps complet (2e cycle)	(9)	(8)	(10)	(11)	(11)	(12)	(13)	(14)
(3e cycle)	-	-	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Associés de recherche et stagiaires post-doctoraux	1	1	4	2	3	4	4	4
Autre personnel contractuel en équiv. temps complet	14	13	12	12	15	15	15	15
Publications avec jury	18	18	19	20	22	25	25	25
Autres publications et rapports	48	58	60	60	60	65	65	65
Financement institutionnel*	1189	1321	1388	1497	1484	1556	1619	1683
Subventions extérieures*	217	362	276	462	560	570	605	640
Contrats et autres revenus*	235,3	212,9	202,3	269	270	280	285	310
Subventions institutionnelles d'investissement*	51,1	46,9	69,7	40,4	36,2	45,0	70,0	45,0
Subventions extérieures d'investissement*		21,8	6,3	-	-	20,0	20,0	20,0
Espace (m ²)								

(1) Comprend les postes vacants; les postes à combler apparaissent entre parenthèses.

* en milliers de \$.